



**LINION
PEP MORISIEN**



Avek lepep pou lepep

**Nou Vizion,
Pou ene Meyer Moris**

LINION PEP MORISIEN



Avek lepep pou lepep



POU ENE MEYER MORIS

1. Introduction et éléments de contexte

2. Orientation/ Vision stratégique pour respirer

3. Actions prioritaires

A. To Fote To Tase – Corruption, Blanchiment

B. Open Government – Transparence, Redevabilité

C. Lekonomi dan dife – Ler pou travail

D. Reveil nou Democratie

E. Justice Social, Bien-Etre

F. Ecologie

4. Conclusion



To Fote, To Tase
0% Corruption



Open Govt



Lékonomi dan difé,
Ine lèr pou travail



Réveil nou
Dématratie



Zistis social,
Nou bien-etre



L'économle d'accord,
l'écologie d'abord.

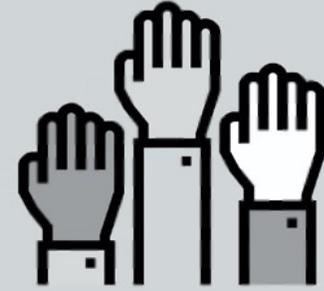
POU ENE MEYER MORIS



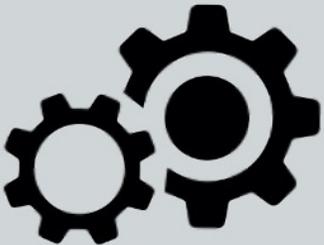
**To Fote, To Tase
0% Corruption**



Open Govt



**Réveil nou
Démocratie**



**Lékonomi dan difé,
Ine lèr pou travail**



**Zistis social,
Nou bien-etre**



**L'économie d'accord,
l'écologie d'abord.**



1. Introduction et éléments de contexte

Indépendante depuis 54 ans, la République de Maurice subit pour la première fois de son histoire tout ce dont un patriote n'aurait jamais souhaité pour son pays.

Des scandales en profusion, des dépenses inutiles suivies de gaspillages constants de l'argent public, une justice à deux vitesses, l'arrêt de l'indépendance des institutions, un mal-être partagé par une majorité de la population, un secteur public qui ne met plus le citoyen au centre du développement.

Qu'il s'agisse de :

- a) La démocratie qui bat de l'aile en devenant un pays autocrate (dixit : V-DEM 2021/22), le vote de l'IBA Act avec ses risques de dérives ainsi que l'ICTA et son 'annoyance' ;
- b) La gestion calamiteuse des élections législatives de 2019 par l'Electoral Supervisory Commission (ESC), des électeurs, bulletins et votes qui disparaissent, entre autres ;
- c) Le fonctionnement au ralenti (no speedy trial) de notre judiciaire, les affaires en cours, les pétitions et autres cas constitutionnels sont à la traîne ;
- d) Le parlement hypothéqué par l'exécutif avec un 'speaker' chauvin et indigne pour ce poste et pourtant encouragé et récompensé par un Premier Ministre ;
- e) La corruption impunie, voire incitée et blanchie. L'ICAC n'est plus crédible. Les affaires 'Pack & Blister', Hyperpharm, l'hôtesse de l'air, bijouterie et quincaillerie...
- f) La police complice de la mafia et des suspects. L'état de droit bâillonné. La saisie des ordinateurs des officiers de la santé (whistleblower), les meurtres politiques (Kistnen, Kanakiah...)



1. Introduction et éléments de contexte ... (suite)

- g) L'économie à genoux, la banque de Maurice dévalisée, la gestion mafieuse ayant atrophié Air Mauritius, l'inflation galopante rendant le pouvoir d'achat des familles anorexique ;
- h) La balance commerciale faisant le grand écart afin de satisfaire un monarque 'in the making' incapable de mettre en œuvre ne serait-ce qu'un projet de développement économique et durable ;
- i) Le secteur des PME qui emploie 50% de la masse salariale est en souffrance et rien de concret ne se fait pour aider ce secteur à grandir et à créer des emplois ;
- j) Le gros capital du secteur privé n'investit plus dans des projets à forte valeur ajoutée sauf dans du bétonnage, idem pour nos Investissement Directs Etrangers (IDE) qui sont à 90% dans du béton ;
- k) La balance commerciale de plus en plus déficitaire et une stratégie Afrique quasi inexistante (-Rs 120 Md/an) ;
- l) La santé public 'entry-level' ne pouvant satisfaire une population moderne d'un pays aspirant à redevenir un pays à haut revenue dont 25% est malade de divers maux (*cardiovasculaire, diabète, obésité...*) ;
- m) Le système d'éducation qui *engendre* 25,000 de ses jeunes citoyens pour des laissés pour-compte chaque année ;
- n) La prise en compte du changement climatique entraînant des 'flash floods' et des projets de drains toujours à la traîne, entretemps, les maisons et propriétés sont inondés
- o) Nos jeunes qui, faute de loisirs appropriés et accompagnés s'adonnent à la drogue synthétique faisant ainsi le bonheur des barons et de leurs protecteurs et le malheur des familles des victimes ;
- p) Le fameux plan Marshall de Pravin Jugnauth pour l'éradication de la pauvreté a été un fiasco total, tout comme la construction de logements sociaux n'a été que des effets d'annonce ;
- q) La refonte du plan de pension et la catastrophe annoncée avec l'introduction de la CSG ;



1. Introduction et éléments de contexte ... (suite)

- r) Nos prisons sont remplies à 70% des détenus qui sont sous caution.
- s) Nous encourageons notre peuple à devenir des sportifs et non des spectateurs.
- t) Le 'Law & Order' est dans un état LAMENTABLE. (vols, viols, hacking, agressions, assassinats...)
- u) La police n'a pas été réformée depuis l'indépendance. Le statut des policiers s'est estompée année après année.
- v) Le judiciaire ne fait plus honneur à la nation. Un sentiment de justice à plusieurs vitesses est aujourd'hui courant. Les process se font attendre.
- w) Plus de 12,000 de nos jeunes vont étudier à l'étranger annuellement, la majorité ne rentrent plus au pays. Ce 'brain drain' causé par une absence totale de méritocratie, d'opportunités et surtout de confiance dans les dirigeants du pays.



2. Orientation/ Vision stratégique pour respirer

L'état de notre république démocratique demande un changement profond, un 'U-Turn', afin de rétablir la confiance dans nos institutions et y mettre des hommes et des femmes dont les compétences seront indiscutables tout en s'assurant qu'il y a une redevabilité permanente. En finir avec le népotisme, les proches du pouvoir qui sont nommés dans des postes à responsabilité sans méritocratie.

Notre démocratie demande une mise à jour, un toilettage, ... pour braver les 50 prochaines années avec confiance, pour une jeunesse lassée et dégoûtée qui s'intéresse de moins en moins à la vie politique. Les partis traditionnels ne veulent pas faire évoluer le système politique, que ce soit d'ordre constitutionnel, du fonctionnement de notre parlement ou de notre fameux modèle de communalisme scientifique et de la corruption politique légale, le financement des partis politiques. En finir une fois pour toutes avec la déclaration ethnique des candidats et le système de 'best-loser'.

Revoir les structures et les lois où les politiciens et officiers du secteur public seront redevables, en finir avec l'impunité pour quiconque aura fauté. Le fonctionnement de la police, de l'ICAC ainsi que la FIU seront revus afin de réinstaurer la confiance de la population et des investisseurs. L'état de droit devra primer et le judiciaire devra être réformé en gardant en tête que tout citoyen sera égal devant la loi et que '*justice delayed is justice denied*'. Le coût faramineux de la justice et des procès sera revu à la baisse.



2. Orientation/ Vision stratégique pour respirer... (suite)

La population vit dans l'angoisse avec la peur sous différentes formes, économique avec un pouvoir d'achat qui s'amenuise, s'exprimer ouvertement sans représailles politique, avoir des opportunités et chances égales pour tous,

Nous aspirons tous à vivre dans une société de bien-être, une population qui vit dans le bonheur, mais nos gouvernants semblent avoir un autre agenda. Est-ce si compliqué d'organiser une société de 1.3 millions sur une petite surface? En rééquilibrant nos efforts, en protégeant les plus vulnérables, en faisant une discrimination positive dans différents secteurs, oui, le bonheur est possible.

Les objectifs des 'SDGs', ne font qu'un et sont indissociables, reflètent les trois dimensions du développement durable : les aspects économique, social et écologique.

Et sont divisés en cinq thèmes principaux: les gens, la planète, la prospérité, la paix et le partenariat.





2. Orientation/ Vision stratégique pour respirer... (suite)

Confians kot to ete?

Réinventer notre modèle économique et s'ouvrir davantage vers le monde, est une des priorités. Le monde du capitalisme que nous avons connu se doit d'évoluer en prenant en considération les partis-prenantes, l'humain, les collaborateurs, les fournisseurs, l'écosystème.

Investir localement dans les différents secteurs prioritaires afin d'éviter des pénuries de nourriture à un prix raisonnable est une priorité, créer des nouveaux secteurs 'high-value', absorber le chômage en créant des emplois avec un salaire décent en s'attaquant aux nouveaux marchés, l'Afrique est à nos portes.

Prendre en considération notre voisinage, notre quartier, nos localités, notre ville ou village, participer à construire et à préserver notre bien commun sous toutes ses formes, faire fructifier nos régions via une économie circulaire et solidaire, gérer en tant que citoyen participatif aux décisions et parti prenante dans l'implémentation, avoir le droit de savoir en toute quiétude et en toute confiance.

Trust is all we need!



3. Actions prioritaires

Jeter les fondations pour une société de bien-être

LINION PEP MORISIEN – LPM, vous propose son plan, ses actions, son projet de société ‘Pou ene Meyer Moris’.

Notre philosophie est basée sur la construction d’une société de bien-être où tous les Mauriciens seront égaux en droit et en dignité.

En œuvrant pour :

1. Un rééquilibrage de notre économie,
2. La création de nouveaux piliers économiques (océan, carrefour universitaire),
3. Un travail avec un salaire décent,
4. La bonne gouvernance et la prise en compte du capital humain,
5. Apporter des solutions liées au changement climatique.
6. Plus de justice sociale en protégeant les plus vulnérables.
7. Un new Green Deal à tous les niveaux.

LPM vous présente son projet pour :

1. Une vraie constitution ‘100% Morisien, avek lepep, pou lepep’.
2. Combattre la corruption et les conflits d’intérêts,
3. Mettre fin à la politique des petits copains, instaurer la méritocratie et bannir le népotisme,
4. Construire une société transparente où les institutions auront des comptes à rendre,
5. Assurer et construire l’avenir de notre jeunesse qui n’a plus confiance dans ses dirigeants,
6. Combattre les inégalités et la pauvreté,
7. Enfin, faire de sorte que : « les réformes démocratiques et économiques se fassent avec le peuple et pour le peuple ».



3.1 To Fote To Tase – Combat intolérant contre la Corruption, le blanchiment et les conflits d'intérêts.

L'ICAC de par son mode de nomination de son directeur général, de par son manque de transparence, de par son disfonctionnement sans redevabilité que nous connaissons tous. Pas d'enquêtes sur plusieurs cas 'high-profile'.

Nomination DG/ supervision par 3 postes constitutionnels ? Public Interest Litigation!

- Nous proposons la création d'une cour anti-corruption qui fonctionnera sous le modèle de juge d'instruction et d'une police judiciaire afin de donner plus d'indépendances aux institutions d'enquêtes et de poursuites.
- Modèle similaire à une commission d'enquête permanente sur la corruption, le blanchiment et les conflits d'intérêts
 1. La police devrait être une institution indépendante et de confiance au service du peuple. Les arrestations arbitraires et les enquêtes maquillées ne font pas honneur dans une société démocratique. La justice dans un état de droit doit être juste et équitable où nul n'est au-dessus de la loi.
Une nouvelle loi sur le fonctionnement de la police, tel le 'Police and Criminal Evidence act' inspirée sur le Royaume Uni (PACE) devient urgent.
Le fonctionnement de l'ADSU et la politique sur la drogue est un désastre, malgré la bonne volonté de la majorité des membres de l'ADSU.
 2. L'application des lois, les punitions (amendes et condamnations) seront doublées pour tout élu, cadre, poste parapublic, PS...
 3. La POPA – Public Officials Protection Act sera amendée. Elimination des protections au-delà des deux ans.
 4. Equal Opportunities -> Méritocratie. Comment est-ce possible que la PSC soit exempté de l'EOC!
 5. Freedom of Information act sera une réalité → Nous proposerons pour très bientôt notre 'bill'.
 6. Les moyens du bureau de l'Audit doubleront: audit permanent, rapport public biannuel avec pouvoir d'initier des enquêtes. Pourquoi les 'local govt authorities' ont des 'internal auditing' et pas les ministères du gouvernement central?



**To Fote, To Tase
0% Corruption**



3.2 Open Government – Transparence et redevabilité

La démotivation ambiante dans notre service public a une incidence directe sur la qualité des services aux citoyens. Le gouvernement a toujours été et est toujours organisé en silos et est excessivement bureaucratique. Les institutions ne collaborent pas suffisamment entre elles.

Nous proposons un plan de transformation gouvernemental afin d'optimiser la productivité d'une manière transparente ainsi que la création d'une structure super-collaborative dans l'intérêt du public en général, donc, 'Open Government'.

Les fonctionnaires devraient avoir le droit de travailler dans la sérénité sans le stress des interférences /représailles politiques par les ministres, les conseillers ou nommés politique.

La gestion des finances publiques se doit d'être accessible à tous, transparente et en quasi-temps réel. Les contribuables sont les employeurs du service civil.





Le fonctionnement et l'organisation du secteur public est la base de toute transformation du gouvernement afin que le citoyen soit au centre du développement, le service public étant au service du public.

- 1) Nous proposons la mise en place de 6 clusters regroupant les 26 ministères avec 6 'head-clusters'. L'objectif étant l'efficacité et la productivité pour le bien du citoyen Mauricien tout en optimisant la paperasserie inutile et une bureaucratie excessive (red tape) qui génère un gaspillage des fonds publics.
- 2) Le 'Freedom of Information act' devra rendre redevable/ 'accountable' chaque décisionnaire.
- 3) Le bureau de l'Audit aura le double de moyens : audit permanent, rapport public biennuel, et le pouvoir d'initier des enquêtes.
- 4) Mode de nomination des directeurs et présidents des différents 'boards' et les postes de direction ne pourront dépasser 2 mandats.
- 5) Le secteur dans son ensemble sera modernisé, informatisé afin de décentraliser les différents services où le public est appelé à faire la queue : NTA, Police, Sécurité Sociale... Les prestataires locaux seront avantagés.
- 6) Les autorités locales auront plus de pouvoirs et de budget afin de régler les divers problèmes régionaux dans les plus brefs délais. Par la petite superficie de notre île, nous considérons que toutes les régions se doivent d'être traitées de manière égale et décentralisée.





The OECD defines open government as
“a culture of governance based on innovative and sustainable public policies and practices inspired by the principles of transparency, accountability, and participation that fosters democracy and inclusive growth.”



Thematic areas

- Public sector integrity
- Public sector modernisation/reform
- Integrity and anti-corruption
- E-government/digital government
- Public procurement
- Public sector innovation
- Public financial management
- Civil service/human resource management

Initiatives and activities (Examples)

- Open data, data sets and hackathons
- Open budget and participatory budgeting
- Open parliament
- Open contracting
- Town hall meetings
- Innovation labs and open science
- Asset disclosure and management of conflict of interests
- Whistleblower protection





3.3 Lékonomi dan dife – Ler pou travail

Le secteur des PME qui emploie 50% de la masse salariale devra être le moteur de la croissance et du plein emploi. Ce secteur a toujours été l'enfant pauvre du développement économique dont le poids par rapport au PIB (produit intérieur brut) plafonne à 40% depuis une décennie.

Les PME représentent que 3% du total des exportations et bénéficie moins de 5% des dépenses de l'état.

Les différentes industries seront appelées à se moderniser, améliorer la qualité des produits afin de réduire les importations et de se préparer à exporter massivement.

- 1) LPM s'engage à faire grandir ce secteur en innovant, en apportant des clauses de discriminations positives dans le 'procurement act' afin de protéger ce secteur fragile (early payment to SMEs with penalties) et les micros et petites entreprises seront incités à travailler ensemble en coopératives et de bénéficier de plusieurs avantages.
- 2) Augmenter drastiquement le % des PME bénéficiaires des contrats de l'état et revoir les 'margins of preference' ...
- 3) Afin de transformer l'industrie du savoir, donner accès aux Start-Ups innovantes et les aider à grandir, LPM propose la création d'un nouveau pôle où le citoyen participera avec les autorités locales ... la Civic-Tech. Des solutions pratiques qui interconnectent les citoyens, les municipalités/ 'district councils', les entrepreneurs/PME





3.3

Lékonomi dan dife – Ler pou travail... (suite1)

- 4) Une quarantaine de bureaux de postes seront convertis en banque de jeunes entrepreneurs avec des guichets emplois dans le même local.
- 5) L'agriculture raisonnée et bio. Les petits planteurs qui ont abandonné les 20,000+ arpents auront une garantie de l'état afin de louer leurs terres pour produire plus ... vers une autosuffisance alimentaire.
- 6) Le chanvre/ cannabis industriel, le cannabis médical et les différents produits de transformation tels le textile, le bio-fuel, bio-plastic... sera un nouveau pilier à exploiter avec un potentiel de Rs 100+ Milliards.
- 7) Mauritius Inc. sera une filiale de la State Investment Corporation (SIC) et sera responsable de l'encadrement des Exportations sur tous les secteurs. L'état investira pour apporter un nouveau souffle à ce secteur qui décroît. Les ambassades et consulats joueront un rôle majeur dans cette mission économique et seront en concertation permanente. Les associations d'industries y compris les PME seront partis prenantes.





3.3

Lékonomi dan dife – Ler pou travail... (suite2)

- 8) La nouvelle stratégie Afrique sera le levier pour aider les grandes, moyennes et entreprises niches à grandir et à croître. Cette croissance se fera par l'union des forces et des compétences de plusieurs secteurs et d'industries.
- 9) Tourisme -> environnement, ouverture de l'accès aérien, compétition saine et ainsi faire baisser les prix des billets, une île Maurice propre où le law & order/ la sécurité prime. Ouverture à plus de gîtes... tourisme vert.
- 10) Indian-Ocean economy – Les richesses d'une collaboration accrue entre les pays de l'OI que ce soit dans l'agro-alimentaire et la transformation agricole, le tourisme, les cultures et le 'Go-to-Africa' ne pourrait être que bénéfique pour chaque état (Île de la Réunion, Madagascar, Seychelles, Comores).
- 11) Investissement massif dans les énergies renouvelables y compris l'hydro et le 'waste to energy' créera des milliers d'emplois autour de l'île tout en diminuant les importations.
- 12) Création d'une école nationale des 'Arts & Métiers' afin de valider les compétences des travailleurs non qualifiés, avec un statut. Améliorer les compétences et connaissances dans le but de professionnaliser ces travailleurs, d'augmenter les salaires, d'assurer la création de nouveaux marchés et de fournir un travail de haut standard. Les jeunes toucheront un 'stipend' mensuel pour suivre les cours.





3.4 Reveil nou Democratie

Le parlement, l'exécutif, le judiciaire et les institutions nécessitent des réformes afin de transformer notre autocratie en une vraie démocratie où le 'rule of law' et les droits sont les mêmes pour tous, où la liberté d'expression est respectée, où les médias ne sont pas des outils de propagande, où l'accès à la justice est abordable, où la population a confiance dans ses élections et ses institutions.

1. Après les élections de novembre 2019, il y a eu pour la première fois de son histoire autant de contestations, de pétitions électorale. Deux ans et demi après, le judiciaire est toujours en train de ... travailler! Tel est le constat. L'ESC (**Electoral Supervisory Commission**) conteste toujours plusieurs cas de pétitions. Plusieurs milliers d'électeurs Mauricien ont été enlevés de la liste électorale tandis que les citoyens du Commonwealth votent aux élections législatives. Une réforme électorale devient urgente pour instaurer la confiance pour les élections.

- Les électeurs seront uniquement des Mauriciens.
- Le vote sera obligatoire.
- La date des élections seront fixés à l'avance par l'ESC.
- + de pouvoirs a l'ESC
- L'ESC/EBC devront proposer un redécoupage approprié avec un nombre d'électeurs équivalent par circonscription (40/50).





3.4 Reveil nou Democratie ... (suite1)

- 2) Afin de résoudre les problèmes liés au communalisme scientifique, la déclaration ethnique, le 'best loser', d'avoir plus de compétences au parlement, un **redécoupage** des circonscriptions et un/ ou deux élu(s) par circonscription est proposé. Les meilleurs perdants seront remplacés par 20 élus par la proportionnelle à 5% des votes.
- 3) Les partis politiques devront être des entités légales, des '*not-for-profit companies limited by guarantees*', les dépenses et revenus déclarés et audités. Le financement par le privé doit être limité.
- 4) Le parlement ne fonctionne plus. Il n'y a plus de 'check and balances'. L'exécutif contrôle le parlement. Les 'standing orders' doivent être remis à jour et le parlement devra travailler 4-5 jours par semaine avec une douzaine de commissions permanentes, comme c'est le cas dans les grandes démocraties. Un député représentera la diaspora (PPS) afin de les recenser et proposer le modèle approprié de vote de la diaspora.
- 5) Devrons-nous continuer à séparer les villes et villages pour un si petit pays, avoir des élections municipales et des district councils ou avoir #25 mairies en faisant un aménagement du territoire moderne tout en démocratisant les autorités locales avec plus de pouvoirs, de moyens et de budget ?





3.4 Reveil nou Democratie ... (suite2)

- 6) Transformer le judiciaire avec des outils modernes afin que les affaires en cours soient écoutées et jugées dans les délais raisonnables et moins onéreuses. Interdire les charges provisoires.
- 7) Abolir les postes inutiles comme la vice-présidence, les avantages et les pensions à vie non-contributives et transformer ceux qui ne marchent pas.
- 8) Fusionner les PSC /LGSC/DFSC et faire de sorte que les postes soient sur la base de la méritocratie uniquement et en toute transparence.
- 9) Tous les postes constitutionnels seront au maximum à 2 mandats ou un maximum agrégat de dix ans.
- 10) Une deuxième chambre/ un sénat *validera* les nominations et les lois ... les sénateurs seront des membres volontaires.
- 11) L'article 1 de notre constitution devra comprendre la transparence, la redevabilité, la démocratie, la laïcité, une société non-corrumpue ...
- 12) LPM se propose de lancer une assemblée constituante avec la participation de la société civile et invite tous les partis politiques à s'engager pour écrire La Constitution 100% Morisien avec lepep, pou lepep, à partir du 7 aout 2022.





3.5 Justice sociale et bien-être

- a) Education – refonte pédagogique
- b) Santé – de classe mondiale
- c) Infrastructures – drains / water catchments
- d) Logement social
- e) Aménagement du territoire
- f) Pensions
- g) Jeunes / Sports-Loisirs
- h) Culture



**Zistis social,
Nou bien-etre**



3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 1)

Pour commencer, il est essentiel de préciser que Linion Pep Morisien - LPM a pour ambition de rebâtir un nouveau système économique et politique construit avec le peuple pour le peuple.

La bonne nouvelle c'est que l'économie du marché peut être remodelée à travers la politique. En d'autres mots à travers les législations et règlements que les politiciens adoptent dans l'intérêt de la population.

Certaines stratégies doivent donc être mises en place afin d'approcher le problème des inégalités dans notre société en garantissant une redistribution équitable du succès économique national, bref une justice sociale.

Notre but est d'offrir la possibilité aux citoyens d'entrer dans une nouvelle ère économique, politique et sociale à travers notre vision précise de l'avenir.

La meilleure méthode pour approcher le problème des inégalités dans notre société est de mettre au centre de nos décisions politique le citoyen mauricien pour notre bien commun.

Tout en respectant les recommandations d'un récent rapport annuel du FMI qui est le suivant: "policies to address inequality and help enhance growth and economic inclusion at the same time include expanding access to quality education and healthcare for the poor, investing in infrastructure, deepening financial inclusion to reach the most vulnerable, and incentivizing increased female labour force participation".





3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 2)

Nous savons que le pouvoir du marché est finalement le reflet de la politique économique. Et c'est pour cette raison que LPM a été créé.

Le pouvoir souverain d'une nation lui permettant de rééquilibrer les règles du jeu réside dans le vote des électeurs.

A travers l'implémentation de lois et de règlements, nous construirons une nation vivant dans la sérénité et la paix tout en réduisant drastiquement les inégalités économiques et sociales, en garantissant des opportunités équitables pour tous.

Notre vision c'est une société mauricienne vivant en 'paix, justice et liberté' où la croissance économique se construira sur le bien-être de la population.

Pour résumer, nous avons la conviction que comme 'un seul peuple et une seule nation', nous avons l'opportunité au cours des prochaines élections de changer la destinée de notre pays, en mettant au centre de notre effort politique le bien-être de notre société.





3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 3)

A. Learning Society/ Education

1. Investissements massifs dans l'éducation afin d'inclure dans les écoles primaires, des crèches, des sections pré-primaires, une infirmerie, une cantine pour servir un repas chaud ainsi que d'autres facilités d'enseignement ludique ainsi que l'art, la musique, le bricolage et la bio-culture/ permaculture, le sport (un sujet à part entière) et la construction personnel a travers des activités extra-scolaire.
2. Les entreprises seront soutenus afin qu'elles encouragent et motivent leurs employés pour participer dans des cours de formation continue en tant que 'coachs' ou 'étudiants' afin d'atteindre l'objectif d'un knowledge society.
3. L'accent sera mis sur la refonte pédagogique du primaire au tertiaire afin de mieux préparer nos jeunes aux défis qui les attendent, à l'entrepreneuriat, aux divers métiers manuels, au 'nation-building', l'histoire, aux divers sciences, ainsi que les droits et la constitution de la république.





3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 4)

B. Un service de santé publique de classe mondiale

1. Les hôpitaux, dispensaires et les Mediclinics devront avant tout être hygiéniques, propres et accueillants.
2. Un quart de notre population souffre d'une maladie (diabète, cardio-vasculaire/ hypertension, obésité...). Chaque hôpital et Mediclinic sera doté d'un département spécifique pour mieux traiter et prévenir ces maladies avec les médicaments de qualité. Des traitements de 'stress management', ayurvédiques et naturels seront aussi disponibles au choix des patients. Le cannabis médical sera aussi utilisé et le cannabis de loisir sera légalisé mais contrôlé. Le modèle approprié sera issu suite aux débats publics.
3. Il n'est plus concevable que des milliers de nos compatriotes doivent faire la quête pour envoyer un enfant/ un parent se faire opérer à l'étranger. Le ministère de la santé construira des nouveaux blocs opératoires afin de mieux soigner localement les malades du diabète, des problèmes rénaux et orthopédiques.
4. Le personnel de santé publique aura des formations continues afin d'améliorer ses services de santé de façon holistique.





3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 5)

C. Un service de santé publique de classe mondiale

5. Les personnes âgées, les handicapés y compris les enfants bénéficieront de 'carers' et des soins à domicile, au frais de l'état. Des milliers de chômeurs y trouveront un emploi.
6. L'état prendra à charge la création de centres spécialisés à travers l'île pour soutenir et accompagner les victimes de violences domestiques, y compris le suivi pour reconstruire leurs vies. Les ONGs opérant déjà dans le secteur recevront un soutien financier afin de se professionnaliser.
7. Les nouveaux bâtiments avec un accès public devront obligatoirement être accessibles aux handicapés. Les anciens devront s'équiper.
8. Un hôpital pédiatrique sera construit. L'enfant est l'avenir du développement de notre île.





3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 6)

D. L'Eau

1. Le 22 mars, la journée internationale de l'eau est une célébration des Nations Unies qui met l'accent sur l'importance de l'eau douce. Entretemps beaucoup de nos compatriotes n'ont toujours pas accès à l'eau potable. En période de forte pluie, voire des 'flash floods', l'eau est perdue et part dans nos rivières et à la mer. Une stratégie nationale sera mise en place afin de créer des 'water catchments' autour de l'île et ainsi recycler des millions de m³ d'eau pour la population. Ex: Singapour a investi dans une dizaine de 'water catchments', certains deviennent en même temps des lieux de vie.
2. La pollution des rivières sera sévèrement réprimandée.
3. Plus de châteaux d'eau seront construits dans des régions qui en ont besoin.
4. La politique de comblement des 'wetlands' sera revue.
5. Le réseau de drains sera revue comme une priorité.
6. Un programme de désalinisation sera mis en place.



**Zistis social,
Nou bien-etre**



3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 7)

E. Logement social

1. L'accès à un logement sera un **droit**.
2. Les contrats de construction de logements sociaux sera réservée uniquement aux entreprises locaux employant majoritairement des Mauriciens. Des matériaux écologiques seront recommandés y compris des construction en 3D avec un plan de construire des éco-villages artisanaux et créer des nouveaux lieux touristiques.
3. Un dépôt de 5% / Ou 3 mensualités suffira pour avoir accès à un logement de la NHDC.?
4. Le 'roof-gardening' sera encouragée.
5. Des centres régionaux de logement temporaires seront aménagés pour les SDFs.





3.5 Justice sociale et bien-être ... (suite 8)

F. Aménagement du territoire durable

1. Un plan d'aménagement territorial durable devra être conduit par des consultants experts dans le domaine afin de prévoir pour les cent prochaines années l'esprit conducteur de LPM, soit une société de bonheur et de bien-être, en revoyant les standards de constructions dans les villes et villages, les lieux de vie et de loisirs, la préservation des patrimoines et des terres agricoles.
2. L'insalubrité des villes et certains villages rappelle celle des bidonvilles et ne peut s'associer à l'image d'une île-Maurice moderne. Nettoyage en profondeur et rénovation sont à prévoir.





3.6 Ecologie

PRENDRE SOIN DE NOTRE PLANETE

Nous vivons aujourd'hui à travers des emprunts que nous léguons aux futures générations, nous aggravons la situation. Des actions majeures doivent être prises afin de lutter contre le changement climatique qui est l'un des plus gros obstacles au développement durable avec une croissance à long terme.

Nous croyons que prendre soin de notre environnement revient directement à prendre soin de notre population.

Par conséquent il est primordial de promouvoir une société qui vit en harmonie avec son environnement dans le but d'atteindre un équilibre entre les besoins économiques et sociales pour préserver et construire, notre patrimoine commun.





3.6 Ecologie ... (suite 1)

PRENDRE SOIN DE NOTRE PLANETE

1. Les entreprises polluantes ayant un impact nocif sur l'environnement devront s'acquitter d'une taxe pollution. L'argent sera reversée dans le 'national environment fund'. Les pollueurs devront contribuer plus que les non pollueurs.
2. Réforme sur les parcs nationaux et services de conservation afin d'inclure l'écosystème. Il est indispensable de protéger notre patrimoine naturel et sa biodiversité pour les générations futures.
3. Introduction de mesures pour graduellement bannir l'usage du plastique. En produisant notre propre bioplastique, en important moins et en protégeant notre environnement, nous préserverons la nature. Le chanvre sera la solution.
4. Amélioration des compétences et des moyens financiers des 'local governments' sur les interventions en cas d'urgence ou de catastrophes naturelles : maintenance des drains et rivières, etc...
5. Investissements dans des solutions technologiques d'optimisation de consommation d'énergie dans tous les bâtiments publics.
6. Le tri et la gestion des déchets sera sous la responsabilité de l'état pour plus d'efficacité. Il est grand temps d'agir et d'arrêter de parler.





3.6 Ecologie ... (suite 2)

PRENDRE SOIN DE NOTRE PLANETE

7. Création d'un institut international pour la recherche et l'innovation sur les énergies renouvelables. Nous visons une consommation nationale de 70% d'énergies renouvelables d'ici 2035, avec un objectif à 100% dans le temps. Les rivières, les vagues et les marées ainsi que les tuyaux de la CWA seront utilisés pour la création d'énergie propre.
8. L'utilisation de véhicules utilisant des énergies non-fossiles sera encouragée et motivée, y compris les autobus à travers le pays. Le biofuel à partir du chanvre sera aussi utilisé.
9. Des pistes cyclables seront aménagés.
10. Des logements sociaux seront construits à partir de nouveaux matériaux écologiques à partir du chanvre et d'autres matériaux innovants et les 10% de dépôt actuellement réclamés par la NHDC, sera de 5%.
11. Contrôle élargi des prix incluant l'immobilier afin de booster le pouvoir d'achat.
12. Les constructions majeures sur les zones côtières seront gelées.
13. La SMF deviendra une force écologique par excellence.





3.6 Ecologie ... (suite 3)

PRENDRE SOIN DE NOTRE PLANETE

Traitement humain sur la question des animaux errants.

13. Refondation de l'approche vis-à-vis des chiens errants et animaux errants.
14. Le 'animal welfare act' sera revu afin de sanctionner sévèrement les cas de cruauté et de négligence envers les animaux. Cela inclura l'abandon qui pourra être dénoncé à police de l'environnement. Le texte de loi comprendra une approche qui a fait ses preuves dans d'autres pays. Ramassage, stérilisation, vaccination, identification.
15. Nous encouragerons l'adoption. Nous reverrons les règlements encadrant l'élevage et l'importation de chiens de race.
16. Construction d'un hôpital pour animaux avec des services ambulanciers et de dispensaires mobiles.
17. Les ONGs collaboreront pour mettre en œuvre ce projet. Le rôle de la MSAW sera revu.





4. Conclusion

La majorité de nos propositions viennent des citoyens au cours des divers réunions des différents groupes, des réunions populaires et des réunions d'associations (d'industries et d'ONGs), d'individus de la société civile non partisane, qui veulent simplement ... ene Meyer Moris.

LPM commence ainsi sa campagne de démocratie participative ... Avek lepep pou Lepep, et nous améliorons ensemble les propositions électorales pour le bien commun.

